



1, Allée de la Paix  
51110 WARMERIVILLE  
Tél. / Fax : 03.26.03.34.58

**Association Pour l'Ouverture des Gares  
Entre Reims et Rethel  
(A.P.O.G.E.R.R.)  
Assemblée Générale ordinaire  
POMACLE  
17 mars 2006**

Le Président **JAHYER** ouvre l'Assemblée Générale Ordinaire et accueille l'assistance dans laquelle on note la présence de Messieurs :

- Yves **DETRAIKNE**, Sénateur Maire de Witry les Reims,
- Eric **KARIGER**, Conseiller Général du canton de Bourgogne, représentant Mr **SAVARY**
- Yannick **KERHARO**, Maire de Bazancourt et Président de la Communauté de communes de la vallée de la Suippe (C.C.V.S.),
- Thierry **RUINART**, Maire de Pomacle,
- Nicolas **GINDT**, Directeur délégué TER de la Direction de la S.N.C.F. à Reims,
- Georges **D'ACHON**, délégué de la F.N.A.U.T.
- Claudette **BLANCHARD**, Présidente du Syndicat des Transports Scolaires

Le Président transmet ensuite à l'assemblée les excuses de :

- Madame Bérangère **POLETTI**,

et de Messieurs :

- Jean-Paul **BACHY**, Président du Conseil Régional Champagne - Ardenne,
- Jean-Pierre **PINON**, Maire de Fismes et Conseiller Régional,
- Benoit **HURE**, Sénateur et Président du Conseil Général des Ardennes
- Maurice **BLIN**, Sénateur des Ardennes,
- René - Paul **SAVARY**, Président du Conseil Général de la Marne, représenté par Mr **KARIGER**
- Jean - Claude **THOMAS**, Député de la Marne
- Jean - Louis **SCHNEITER**, Maire de Reims et Président de Reims Métropole

- Patrick **ROBIN**, Maire de Fresnes les Reims, représenté par Mr KARIGER
  - Patrice **MOUSEL**, Maire de Warmeriville, représenté par Mr LIESCH
  - Claude **VIGNON**, Maire d'Heutrégiville
  - Guy **RIFFE**, Maire d'Isles sur Suipe
  - Hugues **LEBAILLY**, Président de l'A.P.U.T.C.R.E.
  - Michel **TRITSCHER** Directeur de Lignes Grand - Est de la Direction de la SNCF à Reims
- ainsi que Mme **HAUTAVOINE**, Mr et Mme **JUVIEN**, Mr et Mme **BERGE**, Mr René **TOURDOT**, etc.  
Le Président présente ses excuses aux personnes qui auraient pu être oubliées dans cette liste.

## RAPPORT MORAL

Michel JAHYER, Président

### Les évènements de 2005.

**2005 n'a pas été une année de grandes avancées, mais plutôt de confirmation de décisions antérieures. Elle a été le théâtre d'âpres discussions budgétaires dont nous sommes exclus, n'étant ni les décideurs, ni les bailleurs de fonds...**

#### 1) La réunion du 11 janvier 2005:

**Le Groupe de Travail pour la réouverture de la gare de Bazancourt** s'est réuni pour la première fois (groupe de travail et non commission). Il est composé de représentants du Conseil Régional, du Conseil Général, du C.E.S.R., de la CAR, du SIEPRUR, de la Communauté de Communes de la Vallée de la Suipe, de RFF et de la SNCF, du Syndicat des Transports Scolaires, de la DDE, des Autocaristes (absents), de la FNAUT et...de l'APOGERR.

Mr Jean Pierre **PINON**, Conseiller Régional, dirige les débats avec Mr Yannick **KERHARO**, Maire de Bazancourt et Président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Suipe.

Le but de cette réunion était de réaffirmer la volonté de réouverture et de choisir, en détail, les options à retenir : passerelle ou passage souterrain, bancs, luminaires, etc.

Tout va pour le mieux jusqu'à ce que l'on aborde la question du financement, chiffré à 2,5 millions d'euros, environ. La Région doit prendre à sa charge **50% du coût**, tandis que RFF propose un « timide » 15%, sans même être certain de l'aval de sa hiérarchie pour ce montant...

**D'où un tollé général** : on comprend d'autant moins cette offre « a minima » que RFF deviendra propriétaire des installations et qu'il touchera quelques 100 000 euros de redevances chaque année pour l'arrêt à Bazancourt. Vives protestations des représentants départementaux et du Président du SIEPRUR qui refusent de mettre le moindre centime dans cette opération.

Une réunion des « financiers » est décidée pour le 2 février suivant...

2) Le Groupe de Travail pour la modification des statuts. 27 janvier 2005.

L'A.P.O.G.E.R.R. étant confrontée au problème récurrent des assemblées générales sans « quorum », il est décidé de modifier les statuts, en respectant la législation, pour s'affranchir de cet obstacle dans les assemblées générales ordinaires...

Pour ce faire, une assemblée générale extraordinaire est programmée à la suite de l'assemblée générale ordinaire pour le 4 février suivant.

3) La réunion des financiers pour la réouverture de Bazancourt; 2 février 2005.

Il nous a fallu aller à la pêche aux informations, n'ayant pas été invités, même à titre d'observateurs...

**Les nouvelles ne sont guère encourageantes...**

4) Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire du 4 février 2005.

Le quorum n'étant pas réuni, comme l'on pouvait s'y attendre, **un procès-verbal de carence est établi** ; une seconde réunion regroupant les deux assemblées est prévue pour le 25 février suivant.

5) Interview par l'Union en gare de Bazancourt.

6) Les Assemblées du 25 février 2005.

Une bonne trentaine de personnes sont venues. Les projets de modification des statuts ont été discutés, amendés et acceptés.

7) Pays Rethelois; 28 mars 2005.

Un document relatif à une étude sur la mobilité en Pays Rethelois nous est parvenu... **Pas le moindre mot sur la réouverture des gares**, et rien non plus sur les transports en commun...à croire qu'il n'y en pas besoin...

Comme il faut aller chercher les questionnaires en Mairie ou les télécharger sur Internet, les réponses n'ont pas dû être nombreuses...

8) Impact TGV sur la Région: 4 Avril 2005.

Une communication portant sur l'impact de l'arrivée du TGV dans la Région s'est déroulée à la Faculté des Lettres de Reims. Cette étude, réalisée par des universitaires, est réaliste et bien documentée...

Elle conclut...qu'il peut se passer n'importe quoi, et que tout dépend des acteurs et décideurs locaux...

9) Visite de la gare du Châtelet sur Retourne.

En présence de M Bernard **TAILLIART**, Maire du Châtelet, et de M Lionel **LEROY**, Maire de St Rémy le Petit, le Bureau de l'APOGERR s'est rendu à la gare du Châtelet pour évaluer le site et en prendre des photos.

Une réouverture sur le modèle de Courlandon ne paraît pas irréaliste.

10) Réunion SNCF-Usagers à Reims; 15 juin 2005.

La réunion portait sur l'état d'avancement des dessertes TER à l'horizon du TGV, soit: St Dizier et Vallée de la Marne vers Paris, Ardennes vers Reims et Bezannes, Champagne – Ardenne -- Lorraine, Reims–Epernay, Reims–Châlons–Vitry le François -- Dijon, Reims Fismes, Reims Laon.

25 automoteurs (AGC) doivent arriver en 2005 et 2007:10 électriques et 15 thermiques. 17 à 19 autres doivent arriver entre 2007 et 2010.

11) Préparation des Assises du Pays Rémois: 20 juin 2006.

Interview menée par deux représentants de l'Agence d'Urbanisme de Reims. Les Assises du Pays Rémois portent sur les déplacements, tous modes de transport confondus.

12) 2<sup>ème</sup> réunion du Groupe de Travail pour la réouverture de Bazancourt:13 septembre 2005:

**Cette deuxième réunion réaffirme la nécessité de rouvrir la gare de Bazancourt**, bien que les autocaristes, présents cette fois, voient d'un assez mauvais œil le projet : nous réaffirmons notre position: **concertation et non opposition**. Ce qui fonctionne bien continue et nous aurons besoin de desservir la gare de Bazancourt, donc de la route. Côté financement, ça bloque toujours, bien que quelques petits progrès aient été réalisés: RFF aurait revu sa participation à la hausse et le Département consentirait à mettre quelques fonds dans le projet (merci M **KARIGER**)...

Quelle différence d'attitude avec le Conseil Général des Ardennes, prêt à appuyer sérieusement la réouverture de Poix–Terron !

Autre mauvaise nouvelle, l'inflation du coût de réouverture passe en deux ans de 1,07 millions d'euros à 2,5 millions d'euros, avec deux conséquences: à plus de 2 millions d'euros, on a l'obligation de faire deux études supplémentaires, pour un total de 130 000 euros, dont l'utilité est discutable, mais qui sont « réglementaires », avec, à la clé, un retard de 6 à 8 mois sur le calendrier des travaux.

13) Réunion des Financiers; 19 septembre 2005.

**Aucune nouvelle !** Les tractations suivent leur cours...ce qui, en langue de bois, signifie qu'aucune avancée ne se réalise...

14) Interview filmée avec l'Agence d'Urbanisme de Reims; 21 septembre 2005.

15) Rencontre avec la SNCF;11 octobre 2005.

Mr Nicolas **GINDT**, Directeur Régional TER et Mr Philippe **PICARD**, Délégué Marketing nous reçoivent à la SNCF à Reims, avec trois autres représentants d'associations d'usagers.

**Il s'agit pour nous de présenter l'APOGERR et de faire la lumière sur l'inflation des coûts**, alors que les travaux n'ont pas commencé...réponse: **le coût de la sécurité...**

16) Les Assises du Pays Rémois; 12 décembre 2005.

**Elles sont axées sur l'étude des déplacements, tous moyens de transports confondus**, avec l'annonce de quelques projets (rien qui ne soit déjà connu); notre interview (tronquée, et, de

ce fait, déformée) passe dans le film projeté en fin de réunion. La Communauté d'Agglomération de Reims soutient le projet de Bazancourt...mais verbalement seulement...

**En conclusion, 2005 a été pour notre dossier une « année blanche » !**

**La politique de concertation, qui était la règle jusqu'alors, a du plomb dans l'aile, en raison du « silence radio » qui a prévalu tout au long de cette année.** Si nous ne sommes pas partie prenante du financement, il eût été logique que l'information passât, ce qui n'a été le cas à aucun moment...

Nous avons donc décidé, début janvier 2006, d'envoyer un courrier au Président de Région, à celui du Conseil Général ainsi qu'aux élus pour exprimer **notre étonnement et notre déception.**

Ce type de situation nous gêne dans notre rôle d'informateurs et de défenseurs du projet, en ne permettant pas de savoir où se situent « les blocages ».

Si le projet devait être remis en question, après tout ce qui a déjà été fait, nous serions conduits à durcir notre action envers les responsables de ce fiasco...

Nous espérons simplement que la raison l'emportera.

## ECHANGES AVEC L'ASSEMBLEE INTERVENTIONS

- Intervention d'Eric **KARIGER**

Mr **KARIGER** estime qu'il convient d'envisager globalement les différents dossiers relatifs au Pôle de compétitivité. Il propose que les partenaires se retrouvent autour d'une table pour se concerter. Il précise que le Conseil Général refuse la proposition du Conseil Régional fixant la répartition en 3 tiers du financement de la réouverture de Bazancourt et assure à l'Assemblée « qu'il ne faut pas se tromper de cible » car c'est le Conseil Régional (autorité organisatrice) qui doit porter le projet et assurer la part majoritaire du financement.

- Le Président **JAHYER** rappelle que le Conseil Régional a changé les « règles du jeu » en cours de route.

- Intervention d'un représentant des « Verts »

Ce représentant approuve la ligne d'action de l'A.P.O.G.E.R.R.

- Intervention de Pierre **ARTICLAUT**

Mr **ARTICLAUT** s'étonne que l'on ait pu, à ce point, sous-évaluer le coût de la réouverture ; il estime en fait que les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne devraient surprendre personne.

▪ Intervention de Yannick **KERHARO**

Mr **KERHARO** revient avec amertume sur l'effet d'annonce initial produit par le Conseil Régional, qui déclarait être prêt à financer 50% du projet. Il ajoute que, à ce jour, les seuls efforts financiers consentis l'ont été par la S.N.C.F., R.F.F. et l'Etat ; il précise que les collectivités dont il a la charge se sont engagées à financer une partie du projet (100 à 150 k€ pour la Commune de BAZANCOURT et 50 à 100 k€ pour la Communauté de Communes de la Vallée de la Suippe). Mr **KERHARO** insiste sur le fait que des efforts ont été consentis pour réaliser des économies. Il reste environ 1,3 M€ à partager en 3, soit 450 k€ à financer par la Région Champagne - Ardenne, le Conseil Général de la Marne et les collectivités locales (Commune de BAZANCOURT et C.C.V.S.). Le Président **KERHARO** regrette le manque d'honnêteté du Conseil Régional (changement des règles du jeu) et du Conseil Général (Pôle de compétitivité). Enfin, il estime indispensable d'avoir des éléments chiffrés sur l'impact de la réouverture sur l'organisation des transports scolaires.

▪ Intervention de Nicolas **GINDT**

Mr **GINDT** précise les règles de fonctionnement de l'enquête « Bouchardeau » dont la durée minimale est de 9 mois. Il précise que les études préalables à cette enquête sont bouclées pour ce qui concerne les services de la S.N.C.F. Mr **GINDT** rappelle à l'Assemblée qu'il y a urgence pour les décideurs à faire connaître leur décision pour que R.F.F. et la S.N.C.F. puissent répondre à la demande dans les délais annoncés.

## RAPPORT FINANCIER

Jean - Louis MALCUIT, Trésorier - Adjoint

Voir pièce annexe. Le rapport financier est adopté à l'unanimité. Le Président remercie chaleureusement S. **BONHOMME** et J.L. **MALCUIT** pour la qualité de leur travail.

## RENOUVELLEMENT DU TIERS SORTANT

Michel JAHYER, Président

Madame Sylvie **RUELLET** et Monsieur Williams **MARTIN**, en fin de mandat, sont candidats au Conseil d'Administration ; ils sont *élus à l'unanimité*.

La démission pour raisons personnelles de Monsieur Lionel **LEROY** est annoncée par le Président ; elle donne lieu à une recherche de candidats qui s'avère finalement infructueuse.

**La séance est levée à 21h45.**